

## « ABOLIR LE DROIT À LA FORTUNE », de Philippe Richard

Je viens vers vous pour vous présenter un livre qui sort le 12 janvier prochain (2017) aux éditions Couleur livres (anciennement les éditions Vie ouvrière) et dont je suis l'auteur. L'ouvrage est déjà disponible partout en précommande, 220 pages, à 17 € en France. Il paraîtra également à cette date en Belgique (17 €) et en Suisse (24,40 CHF).

### Présentation générale (4<sup>ème</sup> de couverture) :

Il n'existe aujourd'hui aucune limite au droit à la richesse individuelle. Et si ce droit à la propriété sans borne était au cœur de nos difficultés, surtout depuis la mondialisation et la financiarisation de l'économie qui procurent un immense pouvoir aux plus fortunés ? Et si l'abolition du droit à la fortune représentait une solution pertinente face aux inégalités grandissantes, au délitement de notre socle social et à la destruction de l'environnement ?

Philippe Richard nous présente les raisons qui pourraient nous amener à cette rupture, jusqu'à une proposition concrète : instaurer un plafond au patrimoine individuel, sur la base de la nationalité. Il met également en évidence les impacts considérables d'une telle mesure, offrant de véritables opportunités pour relever avec succès nos multiples défis : réussir notre entrée dans la prochaine révolution industrielle et notre transition écologique, retrouver une confiance, une prospérité, des emplois de qualité et une démocratie vivante.

Si ce projet semble radical, il s'agit avant tout d'aborder un sujet encore tabou, avec liberté et pédagogie, au-delà de nos idées préconçues, mais aussi avec audace puisqu'il se heurte au pouvoir en place.

Philippe RICHARD

## Abolir le droit à la fortune

Il n'existe aujourd'hui aucune limite au droit à la richesse individuelle. Et si ce droit à la propriété sans borne était au cœur de nos difficultés, surtout depuis la mondialisation et la financiarisation de l'économie qui procurent un immense pouvoir aux plus fortunés ? Et si l'abolition du droit à la fortune représentait une solution pertinente face aux inégalités grandissantes, au délitement de notre socle social et à la destruction de l'environnement ?

Philippe Richard nous présente les raisons qui pourraient nous amener à cette rupture, jusqu'à une proposition concrète : instaurer un plafond au patrimoine individuel, sur la base de la nationalité. Il met également en évidence les impacts considérables d'une telle mesure, offrant de véritables opportunités pour relever avec succès nos multiples défis : réussir notre entrée dans la prochaine révolution industrielle et notre transition écologique, retrouver une confiance, une prospérité, des emplois de qualité et une démocratie vivante.

Si ce projet semble radical, il s'agit avant tout d'aborder un sujet encore tabou, avec liberté et pédagogie, au-delà de nos idées préconçues, mais aussi avec audace puisqu'il se heurte au pouvoir en place.

*Philippe Richard, 44 ans, est Docteur en science économique et expert socio-économique depuis quinze ans au sein de Syndex, SCOP spécialisée dans le diagnostic économique auprès des représentants des salariés. Il a engagé depuis deux ans une réflexion approfondie sur ce sujet qu'il souhaite désormais promouvoir.*

Prix de vente public : €

ISBN 978-2-87003-865-9



9 782870 038659



www.couleurlivres.be



Couleur livres



## **Résumé de l'ouvrage :**

Les évolutions technologiques, économiques et politiques de ces 30 dernières années nous ont conduit vers un capitalisme oligopolistique mondialisé et financiarisé, cassant la dynamique des « Trente glorieuses » par un modèle qui profite surtout aux mieux lotis, aux plus puissants. Les plus riches bénéficient en effet désormais d'un pouvoir sans limites, grâce à leur grande mobilité dans ce monde ouvert, qui leur permet de s'exonérer des règles des États et de leur dû. Dans le même temps, les contraintes d'une concurrence mondiale exacerbée s'accroissent, exigeant des efforts croissants pour les pays les plus avancés : des efforts qui se reportent sur les moins mobiles, les classes populaire et moyenne, les petites et moyennes entreprises, les collectivités territoriales. Les inégalités s'accroissent et le patrimoine se concentre. Les richesses des nantis ne ruissellent plus au sein des nations dites « avancées »... alors que l'argent coule à flot.

Bien plus que les revenus, les inégalités prennent leur source dans les écarts gigantesques des patrimoines individuels. Pourtant, la pensée libérale dominante tente de nous convaincre que la valeur travail et l'audace restent encore les atouts de la réussite, se référant à une période révolue. Chacun est donc poussé à être le plus compétitif possible, avec comme unique valeur de référence l'argent... qui profite surtout à ceux qui ont déjà beaucoup. Cette quête de la fortune, naturelle mais absurde, est sans fin et ne rend finalement personne heureux ; et alors qu'elle vient perturber tous les équilibres économiques, sociaux et environnementaux. Il nous faudrait donc l'endiguer si nous souhaitons redonner confiance au sein de nos sociétés, et laisser une place à des valeurs plus humanistes. Et pour cela, avons-nous d'autres choix que de supprimer le droit illimité à la richesse, en plafonnant le patrimoine individuel, au cœur de toutes les inégalités ? Si cette proposition semble radicale, elle ne remet pourtant pas en cause les fondements de l'économie marchande et du libre marché, mais vient tout simplement supprimer les excès d'un capitalisme de rentiers. Elle devient néanmoins urgente si nous souhaitons arrêter les destructions sociales et environnementales et contenir les réactions de repli et de colère qui en résultent.

Cette proposition est effectivement osée mais finalement représenterait la seule réelle alternative pour relever nos multiples défis : réussir la nouvelle révolution industrielle en cours d'éclosion, mener à bien la transition écologique, réduire les inégalités et les exclusions de toutes sortes, retrouver davantage d'humanité et une démocratie plus vivante. Cette unique mesure serait suffisante pour transformer profondément notre système sclérosé et destructeur, car elle apporterait un nouveau souffle, une réelle dynamique individuelle et collective, et des moyens considérables nous donnant tous les atouts pour retrouver une prospérité partagée, dans une économie « participative ». Une rupture devient effectivement incontournable si nous souhaitons réellement changer la donne ; sans pour autant casser les atouts de notre modèle actuel. Les régulations ne peuvent suffire face aux puissants qui disposent de tant de moyens de les détourner.

Les modalités du plafonnement du patrimoine individuel s'inspirent de l'impôt sur la fortune comme l'ISF, mais à un taux de 100 % à partir d'une valeur acquise : une valeur cumulée des actifs, entre portefeuilles financier et immobilier et parts d'entreprise, nette de dettes. Cette mesure s'appliquerait sur la base de la nationalité, et non du lieu de résidence, afin d'empêcher tout citoyen de s'y soustraire en quittant le pays, et afin de ne pas remettre en cause les intérêts étrangers. En prenant l'exemple d'un plafond individuel à 100 fois le salaire médian (2,1 M€), les actifs concernés s'élèveraient à 1 750 milliards d'euros pour la France, affectant seulement 1 % des citoyens, les plus riches. Cette mesure pourrait s'imposer par référendum et un changement constitutionnel qu'aucune règle internationale n'interdit.

Les impacts de l'application d'une telle mesure sont nombreux. La propriété des actifs au-delà du plafond serait transférée à une agence publique autonome qui serait en charge de définir un plan quinquennal de relance économique et de transition écologique. Ce plan créerait un puissant choc économique mais aussi un formidable choc de confiance en rééquilibrant les rapports de force. Il donnerait également des marges de manœuvre pour entreprendre plusieurs changements dans la gouvernance des entreprises et le « vivre ensemble ». Cette mesure constituerait ainsi le socle d'un modèle rénové en phase avec la nouvelle révolution industrielle et écologique à venir, reposant sur la coopération, bien loin du règne actuel de l'individualisme cynique et du repli sur soi.

Ce livre se présente comme une vraie alternative, certes radicale, mais techniquement réaliste ; même si évidemment elle s'oppose aux plus puissants, puisque les efforts consentis leur reviendraient, pour une fois. L'objectif est avant tout de nous faire réfléchir sur ce droit à la fortune et sa légitimité dans un monde qui a fortement évolué depuis trente ans, où le bénéfice d'un tel droit semble bien mince face à son coût pour les nations.

Résumé écrit par son auteur.

*Philippe Richard, 44 ans, est Docteur en science économique et expert socio-économique depuis quinze ans au sein de Syndex, SCOP spécialisée dans le diagnostic économique auprès des représentants des salariés.*

## **Table des matières**

<b>Préambule - Une richesse croissante pour une minorité</b>	<b>9</b>
<b>Partie 1 - Un modèle économique au service des riches</b>	<b>15</b>
Une concentration naturelle du capital	15
Un équilibre des marchés favorable aux riches	15
Le capitalisme est une forme particulière d'économie marchande	19
L'hégémonie du capital lorsqu'il est concentré	22
<b>Les mutations économiques renforcent les inégalités</b>	<b>28</b>
Une pensée dominante au service des plus riches	28
L'ouverture des frontières a amplifié les inégalités	31
<b>Un système de privilèges</b>	<b>39</b>
Une concentration du capital instituée	39
Un patrimoine acquis par héritages et rentes de situation et peu par le travail	42
<b>Une logique nourrissant les déficits publics</b>	<b>46</b>
Des politiques généreuses pour les plus mobiles	46
Une concurrence fiscale et sociale de plus en plus forte	49
<b>Rompre avec une pensée libérale dévoyée</b>	<b>53</b>
La concentration des richesses ne profite plus aux économies avancées	53
Le risque n'est pas l'apanage des riches	58
<b>Partie 2 - Fortune et bien-être</b>	<b>63</b>
<b>Freiner cette quête naturelle mais absurde de la fortune</b>	<b>63</b>
L'argent fait-il le bonheur ? La fortune rend-elle heureux ?	63
Le paradoxe de l'insatiabilité de la richesse	66
Endiguer l'avidité déraisonnée	71
<b>Un monde étonnant à l'échelle d'un village</b>	<b>72</b>
<b>Refonder notre société autour d'autres valeurs</b>	<b>74</b>
Redonner une place au "dépassement de soi", une valeur gage de confiance	74
Un besoin de confiance	79
<b>Donner de nouvelles perspectives</b>	<b>85</b>
<b>Pas de remise en cause de l'économie de marché</b>	<b>89</b>
Une économie marchande sans les excès du capitalisme oligopolistique	89
La fin de la "grande bourgeoisie"	92
<b>Un régime démocratique à (re)construire</b>	<b>94</b>
<b>Partie 3 - Une proposition dans le sens de l'histoire</b>	<b>99</b>
<b>Des réformes de progrès en berne</b>	<b>99</b>
<b>Quelques propositions intéressantes</b>	<b>103</b>
Augmenter l'impôt sur le revenu	103
Augmenter l'impôt sur le patrimoine	104
Plafonner les successions	105
Alléger le fardeau de la dette publique	106
<b>Quelle alternative ?</b>	<b>107</b>
Le nationalisme face à la mondialisation ?	107
La décroissance écologique ?	108
Un développement durable, mais avec quels moyens ?	110
<b>Une rupture salvatrice</b>	<b>113</b>
<b>Une période charnière à saisir</b>	<b>118</b>
<b>Trois défis à l'orée d'une nouvelle révolution industrielle</b>	<b>123</b>
<b>Un projet en adéquation avec le nouveau contexte</b>	<b>127</b>
Respecter les limites de notre environnement	127
S'engager pleinement dans la quatrième révolution industrielle	130
Au-delà de l'économie collaborative, l'économie participative	133

<b>Partie 4 - Une mesure opérationnelle</b>	<b>135</b>
Une proposition structurelle claire	135
Plafonner le patrimoine individuel	135
Une mesure réalisable	137
Un changement constitutionnel inévitable	143
Une mesure forte mais simple à appliquer	146
<b>Plafonner également le revenu ?</b>	<b>148</b>
Un plafond à sept fois le salaire médian	148
Un taux d'impôt sur le revenu de 100 % au-delà du plafond	151
Le cas particulier des rémunérations non récurrentes	152
<b>Un transfert de propriété de cinq types d'actifs</b>	<b>154</b>
Les résidences principales	157
Les placements financiers	159
Les parts sociales d'entreprise	160
L'immobilier de location	162
Les biens mobiliers de luxe	162
<b>Un organisme public dédié hériterait des actifs</b>	<b>163</b>
Une agence publique et autonome	163
Une agence au service de l'investissement et du développement	165
<b>Partie 5 - Vers une nouvelle dynamique</b>	<b>169</b>
<b>Des actions concrètes, immédiates et puissantes</b>	<b>169</b>
Un plan quinquennal ambitieux	169
La relance de la croissance	171
Un impact fort sur l'économie réelle	175
<b>La relance d'une croissance économique vertueuse</b>	<b>176</b>
Une croissance économique d'au moins 5 % la première année du plan	176
Le début d'un cercle vertueux	178
<b>Des répercussions négatives limitées</b>	<b>182</b>
Quel impact sur les résidences principales ?	182
Quel devenir pour le secteur du luxe ?	183
Quelles conséquences pour les banques ?	185
Quelles incidences sur nos relations extérieures ?	186
Quel impact sur la masse salariale du plafonnement des revenus ?	188
<b>Un projet commun</b>	<b>189</b>
Davantage de collaboration participative	192
Développer une saine agilité de nos organisations	197
Les participations de l'AID aideront à la transformation	201
Vers une nouvelle démocratie	206
<b>Conclusion - Un débat à ouvrir</b>	<b>211</b>
Bibliographie	218